

un autre projet est possible

collectif-cptg.org



Dossier de presse

La lutte contre Europacity en 13 points

1. Que se passe-t-il sur le Triangle de Gonesse ?

Depuis 2009, le **groupe français Auchan projette de construire au nord de Paris**, le long de l'autoroute A1, entre l'aéroport du Bourget et celui de Roissy, **un gigantesque complexe commercial**, d'une surface totale de **420 000 m²**.

Baptisé Europacity, ce méga-centre comprendrait non seulement des galeries regroupant près de 500 boutiques, mais aussi quatre hôtels soit 2 700 chambres, une salle de spectacle, un palais des congrès, des cinémas, une piste artificielle de ski façon Dubaï, un centre aquatique, etc. Auchan et son allié, le groupe chinois Wanda, prévoient un investissement de plus de 3 milliards d'euros.

Autour d'Europacity, la Zone d'aménagement concertée (ZAC) du Triangle de Gonesse inclut la construction de **800 000 m²** de bureaux (environ la moitié de superficie de La Défense) et la création d'une gare sur la future ligne 17 Nord du métro du Grand Paris Express.

Au total, ce sont 280 hectares d'excellentes terres agricoles qui seraient ainsi artificialisées, dont 80 hectares pour le seul Europacity.

2. Un territoire stratégique pour le climat

Situé aux confins de la Seine-Saint-Denis et du Val d'Oise, le Triangle de Gonesse est l'une des dernières zones cultivées **de la Plaine de France, qui fut autrefois longtemps le grenier à blé** de la capitale. On louait la qualité du « pain de Gonesse » et de nombreux maraîchers y cultivaient des fruits et légumes pour les Parisiens.

Avec des rendements annuels pouvant atteindre 90 quintaux l'hectare, **ces terres sont parmi les plus fertiles d'Europe**. Elles sont assises sur plus de 2 mètres de limons fertiles accumulés depuis des centaines de millions d'années : une telle épaisseur permet au végétal de trouver de l'eau en profondeur, même en plein été. Sur le Triangle de Gonesse, les agriculteurs n'ont pas besoin d'arroser le maïs.

Sait-on qu'il faut 1500 ans au minimum à la nature pour constituer une couche arable de 18 centimètres ?

Malgré les promesses des promoteurs, il n'existe en réalité aucun moyen de « compenser » la perte de telles terres.

De plus, ce morceau de terres agricoles agit actuellement comme un climatiseur naturel, à l'heure de la lutte contre le réchauffement climatique : lors des pics de chaleur, il compense en partie l'élévation de la température des territoires contigus qui sont, eux, urbanisés.

On estime que si **cette terre était bétonnée, les alentours subiraient un réchauffement** de 2 degrés en moyenne.

Actuellement, le Triangle de Gonesse est cultivé par huit agriculteurs à qui l'on dit depuis quarante ans que le territoire est condamné. Majoritairement locataires des terres, ils font de **la grande culture céréalière intensive** et ne sont pas incités à prendre soin de la fertilité du sol.

3. Europacity, un projet démesuré

Les 250 000 m² de surfaces commerciales d'Europacity viendront s'ajouter aux **quatre méga-centres commerciaux quasi mitoyens** déjà existants : Usines Center, Paris Nord 2, O'Parinor et, enfin, Aéroville sur la commune de Tremblay.

Inauguré en 2013, Aéroville compte 84 000 m², 200 boutiques et un multiplexe comme O'Parinor.

Selon plusieurs études, sur **les 10 500 emplois promis par les promoteurs d'Europacity, au moins 3 000 seront détruits** dans les centres commerciaux alentours. C'est ce qui a motivé la création de l'association Europasdutout, rassemblant les commerçants du centre-ville de Gonesse et des communes alentour. L'Etat a d'ailleurs demandé aux promoteurs de « phaser » l'ouverture des surfaces commerciales, afin de prévenir un trop plein d'offre.

Europacity espère attirer 31 millions de visiteurs par an, soit le double de la fréquentation de Disneyland Paris. La clientèle parisienne doit venir par la ligne 17 Nord – financée par l'Etat, pour un coût d'un milliard d'euros. La clientèle européenne viendrait par avion. Et la clientèle régionale en voiture, engorgeant des axes routiers déjà saturés : A 1, A3, etc.

Selon une étude du think tank InCOPruptibles, Europacity émettra **autant de CO² qu'une ville de 140.000 habitants...** sans que personne n'y habite !

4. Le « marketing expérientiel »

Europacity se veut le laboratoire du « marketing expérientiel » : ce que l'acheteur vient chercher, ce n'est plus un produit, c'est une « expérience ».

David Lebon, le directeur de développement d'Alliages et Territoires, la holding qui porte le projet Europacity, l'explique sans détour : il s'agit d'offrir à la clientèle des 30-40 ans la possibilité de se livrer en un seul week-end à plusieurs activités de haute intensité. **Faire du ski le matin, visiter un musée l'après-midi, dîner en terrasse avec vue sur la tour Eiffel le soir, puis aller au concert.** Et entre chaque activité, **faire des courses**, bien sûr !

D'où la volonté d'offrir une palette complète : aquapark, salles de spectacle, expositions, ferme « urbaine », et une piste de ski, entièrement artificielle !

En tout, **200 000 m² de surfaces de loisirs viendront s'ajouter aux 250 000 m² de commerces.**

Pour compléter son « lieu de vie multifonctionnel », Vianney Mulliez, héritier de la famille fondatrice et propriétaire d'Auchan, et qui est très investi sur le dossier, compte sur **le renfort du Centre Pompidou** : « *Les réserves ouvertes du Centre Pompidou seraient situées dans la grande halle d'exposition d'EuropaCity, conçue comme une porte d'entrée de l'ensemble du site. Tous les visiteurs qui arriveront par la gare de métro du Grand Paris Express la traverseront. Cela représente 15 millions de personnes par an !* », expliquait-il au Monde le 9 juin 2018. Sauf que cinq autres villes (Nanterre, Massy, Sucy-en-Brie, Romainville, Le Bourget) sont aussi candidates.

Europacity a aussi annoncé vouloir obtenir **certaines réserves du musée du Louvre.**

5. Un attelage franco-chinois

Le projet Europacity est porté par la société Alliage & Territoires, filiale à 50,1% du groupe Mulliez, **cinquième fortune française en 2018** selon Challenges, et à 49,9% du groupe chinois Wanda (ex-Dalian).

Wanda est un mastodonte de l'immobilier commercial, du cinéma et des parcs de loisirs. Son fondateur Wang Jianlin est un oligarque chinois, ex-militaire, membre du PCC, député à l'Assemblée nationale populaire. En 2013, Forbes le classait comme l'homme le plus riche de Chine.

Depuis 2016, le groupe proclame sa volonté de devenir « *un acteur global de l'immobilier, aménagement de quartier, construction de logements, bureaux, fonciers de services et de loisir.* »

6. Le Grand Paris

Le projet s'inscrit dans le cadre du projet du métro Grand Paris, contesté en janvier 2018 par la Cour des Comptes pour sa dérive financière : de 22,6 milliards au départ, le coût prévisionnel serait passé à 34 milliards d'euros.

La Société du Grand Paris (SGP) compte sur **la revente des terrains à des prix quarante fois plus élevés** que le dédommagement versé aux agriculteurs pour financer une partie de ses investissements.

Le groupe Auchan devra participer au financement de la gare, une participation non-dévoilée, mais estimée à 100 millions d'euros.

7. Une gare au milieu des champs

La future gare « Triangle de Gonesse » de la ligne 17 du futur métro du Grand Paris Express (GPE) promet d'être grandiose. Portée par la Société du Grand Paris (SGP), elle se situera au cœur du Triangle de Gonesse, afin de desservir un million de mètres carrés de bureaux et de permettre aux 31 millions de visiteurs attendus de rejoindre Europacity.

Mais pour les habitants de Gonesse, la galère des transports demeurera : **le métro sera situé à 1,7 km de la première habitation.**



En fait cette gare n'est conçue que dans le but de viabiliser le projet de ZAC, et donc le méga-centre Europacity. L'argent public sera mis au service exclusif d'investissements privés. Vianney Mulliez l'expliquait au Monde en 2018 : *« Le métro va arriver, donc la ZAC va être mise en œuvre, et elle aura besoin d'une locomotive comme EuropaCity. Donc EuropaCity se fera. »*

8. Une série d'avis défavorables

Le 24 mars 2017, **la Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers** du Val d'Oise (CDPENAF), présidée par le préfet du Val d'Oise, a voté contre la révision du Plan local d'urbanisme (PLU) de Gonesse, destinée à autoriser l'urbanisation des terres agricoles convoitées par Europacity.

Le 6 juillet 2017, interrogé pour savoir si le projet est compatible avec la politique climatique de la France, **Nicolas Hulot**, qui était encore ministre de la Transition écologique et solidaire, a répondu clairement : « *La réponse est non. Cette gourmandise que nous avons à consommer des terres agricoles et à artificialiser les sols en général est incompatible avec nos objectifs* ».

Le 31 juillet 2017, **le commissaire-enquêteur** chargé d'examiner la révision du Plan local d'urbanisme (PLU) de Gonesse a émis un avis défavorable à Europacity : dans son rapport il affirme notamment que le projet est « *à rebours de la volonté d'exemplarité internationale de la France en matière de lutte contre le changement climatique* ».

Le 6 mars 2018, **le tribunal administratif de Cergy** a annulé l'arrêté préfectoral de création de la ZAC qui doit accueillir Europacity, en raison de l'insuffisance de l'étude d'impact, notamment sur le plan environnemental.

Le 12 avril, **le président de l'Agence régionale de la biodiversité**, Bruno Millienne (MoDem) a affirmé : « *L'agence aura son mot à dire, on va dire 'non', on va émettre un avis défavorable* ».

Le 28 janvier 2019, lors de l'audience du tribunal administratif de Cergy, **le rapporteur public** (qui représente le ministère public) a demandé l'annulation de la révision du PLU.

9. L'Etat veut passer en force

La bataille juridique se passe sur plusieurs fronts.

Sur la ZAC : le 6 mars 2018, saisi par le Collectif pour le Triangle de Gonesse (CPTG) et une dizaine d'associations, le tribunal administratif de Cergy annule l'arrêté préfectoral portant création de la ZAC. Mais en avril, **l'Etat**, par la voix du ministre de la Cohésion des territoires Jacques Mézard (remplacé depuis), **fait appel de cette annulation**. Et en décembre dernier, la préfecture du Val d'Oise a validé la Déclaration d'utilité publique de cette même ZAC. La situation est donc ubuesque : **une ZAC dont la création a été annulée se voit déclarée d'utilité publique !**

Sur le PLU : la ville de Gonesse a engagé une révision de son PLU afin de rendre constructibles les terres agricoles du Triangle de Gonesse. En juillet 2017, le commissaire-enquêteur rend un avis défavorable sur cette révision. En septembre 2017, passant outre, le maire de Gonesse fait voter la révision du PLU par son conseil municipal. Le CPTG dépose un recours contre cette décision devant le tribunal administratif et, le 28 janvier 2019, le rapporteur public demande l'annulation de la révision du PLU. **Le jugement sera connu le 22 février.**

Sur la gare : le préfet a délivré le permis de construire le 18 septembre 2018, mais **le CPTG a déposé un recours** devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise. De même, un recours sera déposé contre l'autorisation environnementale de la ligne 17, délivrée le 24 octobre.

10. Des habitants moyennement convaincus

Si la majorité des élus du département du Val d'Oise et de la municipalité de Gonesse apportent leur soutien au projet de ZAC, il n'en va pas de même de la société civile des environs. La Confédération des commerçants de France, la Fédération nationale des centres-villes et la Fédération nationale des marchés de France, « *convaincues des nombreux effets néfastes qu'aura EuropaCity sur la région et sur le commerce local* », ont rejoint le collectif « EuroPasduTout », qui fédère 600 commerçants et 20 associations opposées au projet. L'association « Nous Gonessiens », qui regroupe des jeunes habitants de la commune, a participé à plusieurs événements contre le projet Europacity.



Les protestations sont aussi très nombreuses **parmi les élus de la SeineSaint-Denis** (qui jouxte le Triangle), inquiets face à l'implantation d'un quatrième pôle commercial géant dans une zone qui en est déjà saturée.

Chaque année depuis 2015, Europacity finance un « baromètre » afin de mesurer la notoriété et la popularité du projet. Présenté sans nuances par l'institut Odoxa comme « *un projet d'équipements qui proposera des activités de loisirs, culturelles, événementielles, commerciales et des espaces verts sur une surface de 80 hectares* », Europacity obtient 81% d'opinions favorables. Mais l'adhésion au projet s'effondre lorsqu'il est question de la destruction des terres agricoles :

76% des personnes interrogées partagent les inquiétudes du CPTG sur l'artificialisation des sols.

11. Artificialisation des sols : des promesses non tenues

Dans sa « Contribution à la COP 21 », la **Région Ile-de-France** écrit que le SDRIF (Schéma directeur de la région Ile-de-France) a pour priorité d'« *endiguer l'étalement urbain qui grignote des terres agricoles* » et de « *développer le maraîchage et les jardins partagés afin de contribuer davantage à l'approvisionnement alimentaire de l'agglomération par circuits courts et de diminuer nos importations car la distance moyenne d'approvisionnement par personne a été multipliée par quatre en deux siècles* ».

Le **candidat à l'élection présidentielle Emmanuel Macron** a pris lui aussi position : sur le site d'En Marche, à la rubrique « Le programme d'Emmanuel Macron pour l'environnement et la transition écologique », l'objectif 5, intitulé « Accompagner les transitions », prévoit notamment de « mettre un terme à l'artificialisation des terres ». <https://en-marche.fr/emmanuelmacron/le-programme/environnement-et-transitionecologique>

Le 4 juillet 2018, le premier ministre Edouard Philippe a annoncé un plan de sauvegarde de la biodiversité se fixant notamment un objectif de « zéro artificialisation nette ». Rappelons que la COP 21 s'est tenue en novembre 2015 au Bourget... **à quelques centaines de mètres du Triangle de Gonesse !**

12. Un projet vraiment viable : CARMA

<http://carmapaysdefrance.com>

A l'opposé d'Europacity, **le projet CARMA** (Coopération pour une ambition agricole rurale et métropolitaine d'avenir) est porteur d'avenir et s'inscrit dans la transition écologique et la lutte contre le réchauffement climatique.

Son ambition est de faire du Triangle de Gonesse **un pôle de production et d'innovation agricole** pour la population francilienne, alors qu'actuellement l'Ile-de-France importe son alimentation de l'extérieur à plus de 80%. C'est aussi un projet d'économie sociale et solidaire, pour un investissement estimé à entre 15 et 20 millions d'euros, bien loin de la logique hyper-capitalistique d'Europacity (3,1 milliards d'euros) et de Grand Paris Aménagement.

Conçu par un collectif d'urbanistes, d'agronomes et d'économistes, le projet CARMA propose de transformer le Triangle de Gonesse en une zone de production maraîchère, céréalière et d'élevage de qualité, qui pourra fournir en **produits frais, sains et de proximité les habitants des environs**.

Elle alimentera notamment **les cantines des écoles et des hôpitaux**, auxquelles la loi fait obligation d'acheter une partie de leurs produits en bio et qui ne trouvent pas assez de producteurs locaux pour assurer leurs besoins.

Cet espace agricole sera doté d'une structure de conditionnement (légumeries, conserveries, cuisines collectives) et de diffusion en circuit-court, d'unités de traitement des déchets organiques pour assurer la fertilité des terres, **d'un centre de formation agricole**. Les terres seront sanctuarisées et les zones limitrophes du Triangle, déjà urbanisées, pourront accueillir des activités artisanales denses en emplois non délocalisables et utiles pour l'ensemble de la région Ile-de-France.

Le Triangle de Gonesse deviendra **un hub pour les métiers d'avenir** : rénovation thermique, éco-construction, mobilité durable. On y trouvera aussi des circuits de randonnée, des aires de promenade et de loisirs, faisant des zones riveraines des lieux d'habitation où il fait bon vivre.

Cette expérience, **d'autres villes l'ont déjà engagée** : à Milan, avec le Parc agricole sud, et à Barcelone, où le BLAP (Parc agricole de Baix Llobregat), situé à proximité de l'aéroport international Barcelone-El Prat occupe 2000 hectares et assure 60% de la consommation de légumes locaux.

Après analyse des terres propices à leur installation, des espaces de maraîchage et d'élevage seront mis en place sur le Triangle de Gonesse.

Cela instaurera une mixité de production, **en concertation avec les agriculteurs déjà exploitants sur ces terres**. Les techniques intégratives de permaculture et d'agroforesterie à mettre en place permettront de pérenniser sur le temps long cette mixité et assureront la mutation des modes de production.

Outre la restauration collective (écoles, collèges, lycées, hôpitaux, maisons de retraite), les marchés, commerces de proximité, coopératives de distribution ou AMAP permettront un approvisionnement du territoire en limitant les distances à parcourir. Le cycle d'alimentation est complet et intégré à des modes de vie contemporains et durables.



13. Qu'est-ce que le CPTG ?

Fondé en 2011, le Collectif pour le Triangle de Gonesse (CPTG) se bat contre le projet Europacity et pour le projet CARMA. Depuis sa base dans le Val d'Oise et la Seine-Saint-Denis, **le CPTG a essaimé en comités locaux** (à Bagnolet, Pantin, Montreuil, Paris 11^e, Paris-Centre, etc). Les membres du CPTG organisent des tractages sur les marchés, des réunions d'information et des rassemblements à Gonesse.

Le CPTG a aussi engagé **plusieurs recours juridiques**, majoritairement validés par les tribunaux. Le Collectif mène également une campagne d'information auprès des élu.es : le projet CARMA a été présenté à l'Assemblée nationale et aux élu.es de la région Ile-de-France.

Le site nonaeuropacity.com publie de nombreuses informations sur le combat.

Lorsque survient un événement, la cellule communication diffuse des communiqués de presse. Des jeunes opposés à Europacity ont réalisé des vidéos, organisé des concerts et une rave-party sur place.

Un dimanche sur deux, les militants du CPTG donnent rendez-vous **sur une parcelle du Triangle de Gonesse** pour faire pousser tomates, courges et oignons. La récolte a permis l'organisation de plusieurs **« soupes citoyennes »** à travers l'Ile-de-France.

Depuis 2017, **la Fête des terres de Gonesse** fin mai est un grand moment de mobilisation qui attire de nombreux citoyens, des représentants politiques et syndicaux, des artistes et des militants associatifs. La documentariste MarieMonique Robin est la marraine de la lutte.

Le 20 février 2019 le CPTG et ses soutiens organisent un grand **meeting salle Olympe de Gouges**, à Paris, dans le 11^e arrondissement, avec la participation de Marc Dufumier, Hervé Kempf, Gilles Clément, Emily Loizeau, Marie-Monique Robin, Clémentine Autain, Corinne Lepage, Delphine Batho, Marie Desplechin, l'association « Nous Gonessiens », les AMAP Ile de France, le maraîcher Florent Sebban, Julien Bayou, Dominique Potier, Fabien Gay, le maire du 11^e François Vauglin ...